

Margrit Kennedy

Pourquoi avons-nous besoin d'innovations
monétaires ?

Trois erreurs courantes, trois conséquences probables,
trois solutions possibles

Extrait de

Jérôme Blanc (dir.),

Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, Rapport 2005-2006,
Paris : Économica, 547 p.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

LES MONNAIES SOCIALES : UN OUTIL ET SES LIMITES

PARTIE I.

JUSTIFICATIONS DES MONNAIES SOCIALES

PARTIE II.

MODALITES D'ORGANISATION

PARTIE III.

MODELES NATIONAUX, EXPERIMENTATIONS ET EVALUATIONS D'IMPACT

PARTIE IV.

LE *TRUEQUE* ARGENTIN, DE L'EMBALLEMENT A LA CHUTE

CONCLUSION GENERALE

OU VONT LES MONNAIES SOCIALES ? OU PEUT-ON ALLER AVEC ELLES ?

QUELQUES MOTS EN GUISE DE CONCLUSION

SIGLES ET ACRONYMES

SITES INTERNET

TABLE DES MATIERES

POURQUOI AVONS-NOUS BESOIN D'INNOVATIONS MONÉTAIRES ?

TROIS ERREURS COURANTES, TROIS CONSÉQUENCES PROBABLES, TROIS SOLUTIONS POSSIBLES

Margrit Kennedy¹

Techniquement, nous sommes maintenant capables de réaliser le rêve de l'humanité qui est de subvenir aux besoins de tout le monde et de confier aux machines les tâches les plus pénibles. Ce qui manque, c'est l'argent. Pourtant, qu'est-ce que l'argent sinon un accord entre les gens pour accepter et utiliser comme moyen d'échange un certain support qui peut être du papier monnaie, des pièces, des coquillages dans certaines parties du monde, ou des cigarettes en temps de guerre. Se pourrait-il que notre pensée se soit abrutée à cause de nos opinions bien arrêtées sur l'argent ?

Si l'on regarde de plus près, il apparaît qu'il n'y a pas de pénurie d'argent. En vérité, il y en a abondamment. Ce qui manque est une distribution équitable de l'argent ainsi qu'une distribution équitable de l'accès aux ressources du monde. Aujourd'hui, seul 2 % des transactions financières mondiales concernent l'échange réel de biens et de services ; 98 % des transferts d'argent ont lieu à des fins spéculatives. Le cambiste George Soros a démontré que de telles spéculations peuvent déstabiliser des devises. En 1992, ses propres transactions spéculatives ont provoqué la dévaluation de la livre sterling anglaise et ont coûté environ un milliard de dollars au contribuable britannique. Soros, qui est aujourd'hui devenu un critique du système, a déclaré lors d'une interview au magazine allemand *Der Spiegel*² :

¹ Margrit Kennedy est professeure, diplômée en architecture, spécialisée dans l'aménagement urbain et régional et docteur en affaires publiques et internationales. Elle a écrit *Interest and Inflation-Free Money, Creating an exchange medium that works for everybody and protects the earth* en 1987, un livre traduit en vingt langues. Un deuxième livre, en collaboration avec Bernard Lietaer, sur les monnaies régionales, a été publié en allemand en 2004 sous le titre *Regionalwährungen: Ein neuer Weg zu nachhaltigem Wohlstand* ; une traduction anglaise paraîtra en 2006. En tant que conseillère, elle aide à mettre en place de nouveaux systèmes monétaires régionaux, en Allemagne et dans d'autres pays, européens et asiatiques. Depuis 1988, Margrit et son mari, le professeur Declan Kennedy, ont tenu à Steyerberg, en Allemagne, quatorze conférences et ateliers internationaux en anglais et en allemand, traitant des différents aspects de la réforme monétaire.

² *Der Spiegel*, n° 51, 1999, p. 100.

« *Ce qui s'est passé durant ces derniers mois devrait nous inquiéter. [...] Nous avons vraiment assisté à un terrible effondrement à la périphérie du système capitaliste mondial. [...] Nous étions très près de l'effondrement total du système bancaire international. [...] Les Russes sont devenus insolubles et le fonds spéculatif LTCM a presque coulé. Si la Banque centrale de New York n'était pas intervenue, des risques de crédit en auraient résulté auxquels personne n'aurait été préparé.* »

Du fait que le centre du système – les pays hautement industrialisés de l'Occident – n'a pratiquement jamais été touché jusqu'à présent, beaucoup de gens croient encore qu'ils sont immunisés contre les dangers qui en ont ruiné tant d'autres, en Asie et en Amérique latine. George Soros (1998) réfute entièrement cette idée erronée dans son livre *The Crisis of Global Capitalism* ; toutefois, les solutions qu'il propose – tel un meilleur contrôle des marchés financiers – ne vont pas au fond du problème et, même si elles pouvaient être appliquées, ce qui n'est pas évident, elles traiteraient seulement les symptômes. Je prétends que le manque de répartition équitable de l'argent est un résultat du système monétaire lui-même. Deux questions s'imposent donc : « Comment pouvons-nous créer un système monétaire qui en lui-même serait neutre par rapport à sa distribution ? » et « Quels sont les moyens pratiques pour accomplir cela ? »

Avant toute chose, quelques concepts de base sont essentiels pour comprendre non seulement la solution présentée mais aussi la proposition en vue de son application.

1. Une analyse du problème

La monnaie que nous utilisons quotidiennement sert deux réalités contradictoires. D'un côté, étant l'une des inventions les plus ingénieuses de l'humanité, elle fonctionne comme un moyen d'échange et est indispensable à la répartition fonctionnelle du travail, c'est-à-dire qu'elle est à la base de toute civilisation. D'un autre côté, elle peut aussi être amassée et, en tant que réserve de valeur, entrave souvent les échanges. Prenez par exemple deux individus : l'un possède un sac de pommes et l'autre a l'argent pour acheter ces pommes ; celles-ci vont pourrir en l'espace de quelques mois alors que l'argent gardera la même valeur. La qualité de permanence de l'argent et son emploi comme « joker » (il peut être échangé contre n'importe quoi) fournissent à ses propriétaires les mécanismes nécessaires pour rapporter des intérêts sans qu'ils aient à lever le petit doigt. Mais que nous considérons maintenant comme un acquis le fait que des intérêts soient calculés et payés doit être attribué à au moins trois méprises fondamentales.

1.1. Expansion quantitative continue ?

La première méprise est relative aux différents processus de croissance. Les êtres humains aussi bien que les plantes et les animaux, ont une croissance naturelle physique : nous grandissons relativement vite durant les premières années de notre vie ; plus tard la

croissance physique ralentit pour éventuellement s'arrêter quand nous atteignons une taille optimale aux environs de vingt et un ans. À partir de ce moment, c'est-à-dire pour la plus grande partie de notre vie, nous changeons avec tous nos sous-systèmes, presque exclusivement qualitativement et non plus quantitativement. C'est pourquoi j'appelle ce mode de croissance, courbe « naturelle » ou « qualitative ».

Il y a deux autres modes de croissance fondamentalement différents. L'un d'eux, la croissance « linéaire » – c'est-à-dire davantage de machines produisent davantage de marchandises, plus de charbon produit plus d'énergie et ainsi de suite – est de peu d'importance pour notre analyse. Toutefois, je voudrais souligner que, du fait des ressources limitées de la Terre, cette sorte de croissance constante de la production (symbolisée, par exemple, par le logo de la Deutsche Bank), ne peut pas être poursuivie.

D'un autre côté, il est très important que nous comprenions le concept de croissance exponentielle, que l'on pourrait appeler l'antithèse de la croissance naturelle. Elle commence très lentement et augmente régulièrement avant d'atteindre une courbe quantitative presque verticale. Dans le corps humain, une telle croissance signale généralement une maladie. Par exemple, le cancer adopte un mode de croissance exponentiel. Au début, il croît lentement : une cellule se divise en deux ; puis sa vitesse de croissance augmente constamment, se divisant en 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, 512, et ainsi de suite. Quand la maladie est diagnostiquée, elle a souvent déjà atteint une phase de croissance où elle ne peut plus être enrayerée. Une telle croissance exponentielle s'arrête généralement avec la mort de l'organisme dans le corps duquel elle s'est développée – et ceci signifie aussi sa propre mort – car, avec la destruction de « l'hôte », elle se prive des conditions nécessaires à sa survie. Ainsi, ne pas comprendre les problèmes associés à ce genre de croissance provoque une sérieuse méprise quant à la fonction de l'argent parce que, similairement, les intérêts et les intérêts composés provoquent à intervalles réguliers un doublement de la valeur de l'argent. Autrement dit, il croît exponentiellement. Ceci explique pourquoi, à certaines périodes du passé ainsi qu'aujourd'hui, nous avons eu de sérieux problèmes avec notre système monétaire.

Le fameux exemple du *Joseph's penny* démontre que le système des intérêts en tant que mécanisme pour assurer la circulation de l'argent, peut seulement fonctionner à court ou à moyen terme. Si à l'époque de la naissance du Christ, Joseph avait investi un penny et que la banque lui avait accordé un taux d'intérêt annuel de 5 %, en 2005, au prix actuel de l'or, le penny lui aurait rapporté 589 milliards de lingots d'or pesant chacun autant que la Terre ! Ceci démontre bien que, même si l'accumulation continue d'intérêts peut être calculée mathématiquement, elle est en fait une impossibilité ; c'est pourquoi, le système des intérêts tel que nous le connaissons ne garantit pas à long terme la circulation continue de l'argent.

Les intérêts se comportent en fait comme un cancer à l'intérieur du système économique et donc également au sein de notre société, notre « organisme social ». Si nous étions capable de mettre en place un système monétaire qui corresponde à la courbe de croissance

« naturelle », alors la croissance zéro ou la croissance qualitative, réclamée depuis si longtemps par les écologistes et les économistes, serait possible.

On s'est moqué de ces Albanais qui, dans les années 90, ont cru certains banquiers qui affirmaient qu'un soi-disant plan d'investissement pyramidal leur rapporterait des intérêts mensuels de 25 % et plus. À cause de l'augmentation exponentielle de l'argent investi, ceci était vrai, mais seulement à court terme. Toutefois, aussitôt que le taux d'augmentation des investissements commença à ralentir, le système s'effondra. Nous ne sommes pas fondamentalement plus malins, car quiconque accepte notre système monétaire actuel encourt précisément le même risque, bien que sur une plus longue période. Dans les pays à taux d'intérêt élevé, par exemple en Amérique latine, cet effondrement se produit environ tous les dix ou quinze ans. Dans les pays à taux d'intérêt peu élevé comme la Suisse ou l'Allemagne, cela se produit tous les quarante ou soixante ans. Un effondrement majeur arrive alors sous forme d'un krach financier, d'une révolution ou d'une guerre.

1.2. Les prêts sont-ils seuls à payer des intérêts ?

La seconde méprise est de croire que nous ne payons des intérêts que si nous empruntons de l'argent. Ceci n'est évidemment pas le cas puisque chaque somme que nous payons pour des biens ou des services comprend une part d'intérêt : celle-là même que le fournisseur de marchandises ou de services devait verser à la banque pour acquérir des machines et autres équipements. Par exemple, en Allemagne, la part des intérêts dans les tarifs de gestion des déchets est d'environ 12 %, dans les tarifs d'approvisionnement public en eau de 38 % et même de 77 % dans les prix de location de logements publics. Nous payons en moyenne 40 % en intérêts ou en frais d'investissement pour les services dont nous avons besoin dans la vie courante³. Si les intérêts pouvaient être remplacés par d'autres moyens pour faciliter la circulation de la monnaie, la plupart d'entre nous pourrions presque doubler nos revenus, ou travailler proportionnellement moins, pour assurer le même niveau de vie.

1.3. Les intérêts sont-ils une charge juste ?

La troisième idée erronée est de croire que les intérêts représentent une charge juste parce que tout le monde doit les payer sur les emprunts et dans le prix des biens et des services. Et nous recevons tous des intérêts sur notre épargne. Très peu comprennent à quel point l'effet des intérêts et des intérêts composés provoque – tout à fait légalement – une redistribution constante de l'argent, de ceux qui doivent travailler pour percevoir des revenus vers ceux qui perçoivent des revenus parce qu'ils peuvent se permettre de prêter de l'argent. Si vous divisez les ménages allemands en dix groupes égaux et que vous examinez ce que chacun paye en intérêts et ce qu'il reçoit, il s'avère que 80 % des ménages payent presque le double de ce qu'ils reçoivent et que seulement 10 % de la population reçoit ce que la grande majorité perd en intérêts. Ceci signifie que la « justice », communément

³ Voir Creutz, 1993, pp. 338-339.

acceptée comme inhérente au fait que nous percevons tous des intérêts sur notre épargne et nos investissements, s'avère être trompeuse si on y regarde de plus près. En réalité, le système n'est profitable que pour ceux qui ont des actifs portant intérêt qui valent au moins 500 000 euros. En 2001, la somme qui a été redistribuée à travers le système des intérêts en Allemagne s'élevait à environ un milliard d'euros par jour.

Les banques, les compagnies d'assurances et les firmes multinationales sont les principales bénéficiaires du système des intérêts. De ce point de vue, les intérêts de la plupart des employeurs des petites et des moyennes entreprises et de leurs employés sont plus proches que les partis de gauche ne le suggèrent. Il y a une plus grande différence entre ceux qui doivent travailler pour leurs revenus et ceux qui perçoivent des revenus généralement sans avoir à travailler. Le système des intérêts est donc un mauvais mécanisme pour déterminer les prix dans une « économie de marché libre » : les « équipiers » (« *team-mates* ») – les acteurs dans la vie économique qui prennent des risques et contribuent à la prospérité – sont punis par le coût des intérêts ; les « trouble-fête » qui peuvent se permettre de garder leur argent, sont récompensés avec les revenus des intérêts, des revenus dénués de toute productivité. En plus du renforcement de la croissance économique pathologique, ce système monétaire mène inévitablement vers une distribution de revenus et de richesses de plus en plus inégale, c'est-à-dire vers la polarisation de la société.

La tentative de la gauche traditionnelle de résoudre ce problème en socialisant les moyens de production a échoué parce que le problème de redistribution des richesses à travers le système monétaire n'a pas vraiment été compris et reste encore un tabou très respecté. D'accord, la production de marchandises dans la sphère productive crée la « valeur ajoutée », mais la distribution est déterminée pour une large part à l'intérieur de la sphère de circulation de la monnaie et de la finance. Nous savons aujourd'hui que remplacer le capitalisme privé par le socialisme d'État n'apporte pas de solution au dilemme.

Ni le socialisme ni le capitalisme n'ont été capables de réformer la soi-disant « économie sociale de marché » pour instaurer une plus grande justice sociale et écologique. Ceci parce que, ni l'un ni l'autre de ces types d'organisation sociale ne constitue une vraie solution ; ils sont plutôt les deux faces de la même pièce. Les problèmes actuels dans les systèmes bancaires et financiers et la polarisation croissante de la société par le biais de la redistribution des richesses ne sont pas, comme on l'affirme souvent, causés par un manque de lois sociales ou par la corruption des preneurs de décision dans les sphères politiques ou économiques. Ce sont sûrement des facteurs qui aggravent les problèmes, mais les raisons les plus importantes, peu connues et rarement discutées ouvertement, se trouvent dans le mode de fonctionnement de notre système monétaire.

1.4. Des frais d'utilisation à la place des intérêts

Nous connaissons depuis le début du vingtième siècle une solution qui est non seulement incroyablement simple et élégante mais aussi pratique et facile à comprendre. Elle a été

découverte et publiée pour la première fois en 1916 par Silvio Gesell, un homme d'affaires germano-argentin. Son *Ordre économique naturel*⁴ est au capitalisme et au communisme ce qu'a été le changement dans notre perception du monde quand nous avons découvert que la Terre n'était pas plate mais sphérique et que le soleil ne tournait pas autour de la Terre mais vice versa (ce qui, soit dit en passant, est encore difficile à croire quand nous observons un coucher de soleil).

Au lieu d'imposer des intérêts pour assurer la circulation de la monnaie, Gesell propose une taxe comme « incitation à la circulation » ou, en anglais, « demurrage », limitant ainsi la monnaie à sa fonction de moyen d'échange et de réserve stable de valeur. Si vous avez plus d'argent que vous n'en avez besoin, vous l'apportez à la banque qui le prête, le remettant ainsi en circulation. Il n'y a alors pas de frais.

Il n'y aurait pas grand-chose à changer dans la façon actuelle de procéder. L'incitation à économiser de l'argent subsisterait. Alors que l'argent sur le compte chèques serait traité comme du liquide et serait sujet à l'incitation à circuler, l'argent sur le compte d'épargne ne serait pas soumis à cette taxe, conservant ainsi sa valeur. Un emprunteur devrait payer le service de la banque et une prime de risque ; deux sommes qui forment actuellement une petite part de chaque emprunt. Ces sommes ne dépassent généralement pas 2 ou 2,5 % en charges d'intérêt, et ne mèneraient pas à une croissance exponentielle, car elles servent seulement à payer le travail accompli et n'augmenteraient pas les intérêts composés.

L'accumulation d'argent liquide pourrait être découragée de plusieurs façons. Par exemple, il pourrait y avoir une série de couleurs pour les billets de banque qui seraient dévalués de (6 à 12 %) une fois par an ou régulièrement tous les mois (de 0,5 à 1 %) ou qui porteraient des dates d'expiration (comme pour les denrées périssables). Ceci est encore plus facile à appliquer maintenant avec l'augmentation des transactions monétaires par des moyens électroniques comme les cartes à puce qui permettent jusqu'à vingt modes de paiement différents.

La seule chose qui serait perdue avec le nouveau système monétaire serait la croissance exponentielle forcée des économies et la distorsion du marché « libre » dont la conséquence est l'accumulation d'argent entre les mains de quelques-uns. Jusqu'à maintenant, l'économie a été dépendante du capital (Hans-Martin Schleyer, l'ancien président de l'Association des industriels allemands a dit une fois que « *le capital doit être servi* »). Avec le nouveau système, l'argent devra servir les besoins de l'économie pour ne pas perdre de sa valeur. Ce qui signifie que les capitaux seront finalement à notre service.

En ce sens et pour la première fois, une économie et une prospérité durable sont possibles, car nous pouvons créer un système monétaire qui respecte une courbe de croissance naturelle ; en d'autres termes, il interrompt la croissance quantitative à un point optimum et permet une meilleure croissance qualitative. Ceci pourrait signifier, graduellement : au lieu d'une consommation excessive, une meilleure qualité de vie ; au lieu

⁴ NdE : Cet ouvrage, traduit en français en 1948, a été publié en allemand en 1916 sous le titre *Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld*.

de l'épuisement des ressources, une meilleure protection de l'environnement ; au lieu de trajets individuels, davantage de covoiturage ; au lieu d'habits de moins en moins chers, des vêtements de meilleure qualité ; au lieu de la réduction des budgets pour les institutions sociales et pédagogiques, leur expansion. Toutes ces choses pourraient se réaliser, en partie parce qu'il n'y aurait plus de pression provenant d'un système monétaire exigeant, d'abord de l'économie et finalement de la population, une croissance exponentielle. Peut-être qu'alors nous trouverions à nouveau du temps pour nos parents et nos enfants, pour l'art et la culture qui sont partie intégrante de chaque vie humaine.

Durant les périodes historiques où la circulation de la monnaie était encouragée, les gens avaient une attitude différente envers la culture, l'art et le temps. Par exemple, durant le haut Moyen Âge, les bractéates – des pièces qui étaient retirées de la circulation tous les trois ou quatre ans et dévaluées de 20 à 30 %, ce qui était aussi la façon dont les « souverains de la monnaie » (évêques, rois, ducs) collectaient leurs impôts – furent fondamentales pour la construction des magnifiques cathédrales que nous admirons encore aujourd'hui. Financées par les communautés environnantes, elles représentaient aussi des projets de travaux publics. Tout le monde savait que leur construction créerait des emplois pour une période de deux cents ans ; certaines (Chartres, Bamberg, Regensburg, entre autres) continuent à remplir cette fonction même aujourd'hui. De nos jours, des investissements ne sont faits que s'ils s'amortissent dans les cinq années suivantes au plus. Qu'allons-nous léguer à nos enfants ? Des océans, des rivières et des lacs pollués, des décharges radioactives.

Si nous introduisons un nouveau système monétaire, la grande majorité aurait beaucoup à gagner et rien à perdre. Combiné à un nouveau régime foncier basé sur la propriété collective des terres, qui transmet aux enfants la valeur ajoutée à celles-ci par chaque génération (Gesell, 1916), ces deux causes majeures de pauvreté ainsi que le gouffre croissant entre les pauvres et les riches pourraient être fortement réduits ou éliminés.

Il est facile de voir comment des défauts historiques et systémiques de notre système monétaire – c'est-à-dire le mécanisme des intérêts et des intérêts composés – sont responsables non seulement de la redistribution actuelle des ressources communes de ce monde pour le profit d'une petite élite, mais aussi de l'imposition d'un besoin artificiel de croissance permanente et forcée, auquel personne ne peut échapper.

Ni les allègements de dettes en faveur des pays du tiers-monde, qui payent plus de 350 millions de dollars par jour en intérêts aux riches pays industriels, ni les aides au développement des pays industrialisés ne peuvent aller à la racine du problème. La somme totale collectée en aides par les organisations sociales à travers le monde pour les pays les plus pauvres servent seulement à compenser le paiement d'environ quatorze jours des charges d'intérêt annuelles de ces pays.

Encore plus dangereuse et destructrice que les intérêts eux-mêmes, et l'un des résultats inévitables de la croissance exponentielle liée à notre système monétaire, est la mobilité absolue du capital qui permet au secteur de la production, et à bien des égards l'y oblige, de s'établir là où se trouve la main-d'œuvre la moins chère et où les réglementations sur

l'environnement sont les moins contraignantes. Elle force toutes les nations à s'engager dans une course-poursuite, socialement et écologiquement destructrice.

2. Provoquer un changement au niveau régional

Ceci nous amène à poser une importante question : comment, de façon réaliste, peut-on introduire et tester un système monétaire qui s'avère être une solution viable aux problèmes traités plus haut ? Un système qui contrebalancerait les effets négatifs de la mondialisation, qui soit durable, viable et juste ?

Le *niveau local* semble trop limité pour faire une différence. Par exemple, dans le système LETS (*local exchange and trading systems*), la part des biens et des services que les participants individuels peuvent généralement obtenir ne dépasse pas 3 à 5 % de leurs besoins. Les coûts de transaction – ou le temps mis pour recevoir le produit ou le service désiré – sont normalement trop élevés pour que cette solution puisse être préconisée à une grande échelle⁵.

Au *niveau national*, le mark allemand a été récemment abandonné en faveur de la monnaie européenne. L'introduction de l'euro a eu des répercussions positives aussi bien que négatives : positives, parce que cela mettait fin aux spéculations entre les monnaies européennes ; négatives, parce qu'il était plus difficile aux gouvernements nationaux d'Europe de réagir efficacement à certains développements, événements ou situations d'urgence.

Cela nous laisse avec une possibilité intermédiaire, le *niveau régional*⁶. Nous savons qu'en théorie les transactions économiques à l'intérieur d'une région peuvent être effectuées par le biais d'un moyen d'échange régional. Si cette monnaie spéciale pouvait inclure une incitation à la circulation, cela revigorerait beaucoup les échanges à l'intérieur d'une région donnée. À l'évidence, toutes les régions ne sont pas équipées pareillement pour adopter cette solution. L'autonomie économique est plus facilement atteinte dans les régions ayant une grande diversité de production. Une telle région serait donc une meilleure candidate que celles où la majorité des gens travaillent dans la même usine pour un employeur prédominant.

Dans ce contexte, peu de choses peuvent être utilisées en termes de recherche et de données, car notre définition de la « région » présuppose l'existence d'une nouvelle monnaie régionale elle-même. Où commence et où prend fin une région – ses limites –

⁵ Une façon possible d'éliminer ces inconvénients serait d'établir des centres de compensation qui relierait entre eux les systèmes d'échange locaux pour former des unités plus grandes et professionnaliser la comptabilité. Cette méthode est actuellement mise au point dans la région autrichienne du Vorarlberg.

⁶ Le terme « régional » est utilisé ici pour définir un niveau, celui qui se situe entre le niveau local et le niveau national, et non en tant que cadre qui inclurait plusieurs nations comme il a pu, ou pourrait, être employé dans un autre contexte.

dépend de la volonté de la majorité des gens à utiliser cette monnaie régionale. Évidemment, personne ne peut y être forcé. La volonté de participer peut être déterminée non seulement par des limites géographiques telles qu'une vallée entourée de montagnes ou bornée par un lac, mais aussi par des facteurs économiques, culturels et historiques. Le développement de monnaies complémentaires régionales nous permet pour la première fois depuis l'introduction des monnaies nationales au XIX^e siècle (l'abandon des monnaies régionales ne remonte pas à si longtemps), de soutenir la production régionale de biens et l'offre de services et – si possible – d'acheter de préférence des biens et des services régionaux.

Les monnaies régionales apportent de nouvelles possibilités de croissance économique aux petites et aux moyennes entreprises, qui créent la plupart des emplois et qui tirent profit principalement de la production et non des investissements. Les coûts liés à la création de postes de travail orientés vers la production régionale représentent une fraction des coûts liés aux postes de travail orientés vers les marchés internationaux, étant donné que ceux-ci nécessitent en général un haut degré d'automatisation⁷ Pourquoi les banques ne seraient-elles pas prêtes à collaborer avec les administrations locales et régionales pour proposer une monnaie régionale dans leur portefeuille ?

Le but est de créer un autre moyen de paiement qui soit réalisable et opérationnel, pour tester si oui ou non le modèle d'une monnaie stable, basée sur une incitation à la circulation, fonctionne dans ce contexte.

2.1. Les composantes d'une monnaie régionale à part entière

Pour atteindre cet objectif, une monnaie régionale se doit non seulement d'être légale mais aussi d'être introduite par étapes. Elle doit rapidement gagner en légitimité par la confiance que la population lui accorde. Au vu du système légal allemand actuel et des expériences avec les monnaies complémentaires de ces dernières années, cela n'est possible que si différents modèles sont combinés. Ensemble, ces modèles rassemblent toutes les fonctions que remplit le système monétaire international en vigueur, mais à un niveau régional.

Une combinaison des trois formules suivantes est envisageable :

- Premièrement, un système de bons remplaçant l'argent liquide – et déjà utilisé aujourd'hui par beaucoup d'entreprises commerciales pour s'assurer de la fidélité des clients – peut faire office de moyen de paiement pour favoriser le développement économique de la région. Ce système est actuellement testé à Prien am Chiemsee, en Allemagne du Sud, où la monnaie régionale, qui sert de complément à l'euro, circule sous le nom de « chiemgauer ».

⁷ Souligné par Jakob von Uexkuell dans le cadre d'une conférence intitulée : « *Die spirituelle Dimension wirtschaftlichen Handelns* » (« La dimension spirituelle des actions économiques »), Würzburg, Conference Center, 9 novembre 2003.

- Deuxièmement, un système de troc mutuel (« cooperative barter system ») qui peut augmenter la liquidité des petites et moyennes entreprises par l'établissement de lignes de crédit pour chaque participant dans un système de comptes sans argent liquide. Il combine les caractéristiques professionnelles d'une association commerciale de troc avec les caractéristiques non lucratives d'un réseau d'échange local, permettant aux habitants et aux entreprises de la région d'échanger des biens et des compétences entre eux. Un exemple réussi, vieux de soixante-dix ans, est le réseau suisse WIR qui est au service des petites et moyennes entreprises exclusivement. Il offre à ses 60 000 adhérents – constituant 20 % de toutes les petites et moyennes entreprises – des opportunités commerciales équivalent, en 2002, à 1,7 milliard de dollars américains (USD) par an.
- Troisièmement, une banque adhérente qui peut fournir de gros crédits à long terme. Les adhérents recevant des prêts sans intérêts contribuent aussi à un plan d'épargne également sans intérêts. Ce modèle pourrait fonctionner comme la banque JAK de Suède qui depuis 1965 a augmenté continuellement le nombre de ses adhérents et est actuellement au service de 26 000 personnes, offrant un volume de crédits équivalent à 70 millions USD par an.

Cette combinaison de divers mécanismes de monnaies régionales remplit pratiquement toutes les fonctions du système monétaire actuel. Les bons sont utilisés comme des espèces pour effectuer tous les petits paiements quotidiens. Le système de troc mutuel permet les échanges de biens et de services et l'allocation de lignes de crédit entre individus et entre petites et moyennes entreprises. Sur la base des avoirs sur les comptes, la banque adhérente fournit aux individus et aux entrepreneurs les crédits les plus importants, en euro et dans la monnaie régionale spécifiée.

Cette combinaison a plusieurs avantages : tous les éléments peuvent être introduits séparément, mais ensemble ils permettent de former un « orchestre » à effets synergiques. On peut faire confiance aux trois, car ils ont une histoire réussie dans un autre contexte (par exemple, commercialement, géographiquement ou culturellement), ou bien ils sont déjà utilisés depuis de nombreuses années. Étant donné que les systèmes de troc mutuel et les banques adhérentes ont été décrites dans d'autres publications⁸, je me concentrerai ci-dessous – après une description plus détaillée des différences entre l'euro et la monnaie régionale « regio » – sur le regio en tant que système de bons.

⁸ Voir Margrit Kennedy (1991), *Geld ohne Zinsen und Inflation* (« Argent sans intérêts et sans inflation »). Une discussion plus approfondie concernant ces modèles peut aussi être trouvée dans le chapitre IV de *Regionalwährungen : Ein neuer Weg zu nachhaltigem Wohlstand* (« Monnaies régionales : une nouvelle voie vers la prospérité ») de Margrit Kennedy et Bernard Lietaer (2004).

2.2. Les différences entre l'euro et le regio

Pour en souligner la différence avec l'euro, j'ai suggéré la dénomination « regio » pour désigner une monnaie régionale complémentaire. Cette proposition a été acceptée par le réseau Regio, fondé en septembre 2003 à Prien⁹.

Par contraste avec l'euro, le regio a les caractéristiques suivantes :

- comme ce n'est pas un moyen « officiel » de paiement, personne n'a besoin de l'accepter¹⁰, son acceptation est entièrement libre ;
- son utilisation est seulement limitée par la géographie ; la monnaie porte dans chaque région un nom différent ;
- une commission est due si on veut l'échanger contre d'autres monnaies régionales ou contre la monnaie nationale¹¹ ;
- il ne rapporte pas d'intérêts.

Selon la loi de Gresham, ces caractéristiques font du regio une « mauvaise » monnaie – autrement dit, chacun sera toujours prêt à s'en débarrasser avant de songer à dépenser des euros. Ceci est précisément l'intention. Nous retournons comme un gant la loi de Gresham, car, pour ce qui concerne l'optimisation de la fonction des échanges, le regio est dans son essence une monnaie « supérieure ». Il serait plus correct de dire que les deux monnaies, la nationale et internationale d'un côté et la régionale de l'autre, sont conçues chacune pour remplir des fonctions distinctes.

L'euro est bien adapté aux échanges internationaux, à la concurrence, à l'accumulation et à la redistribution des richesses à travers des économies et des investissements produisant une croissance exponentielle des intérêts et des dividendes. Pour sa part, le regio convient en tant que moyen d'échange orienté intentionnellement vers des objectifs sociaux, culturels et écologiques. Le regio peut aussi être utilisé pour promouvoir l'emploi efficace des ressources non renouvelables à l'intérieur des secteurs géographiques avec lesquels les gens ont un rapport personnel et émotionnel.

Le regio est pour ainsi dire « une marque » qui devrait avoir, ou même garantir, une

⁹ Tous les participants à l'assemblée fondatrice du réseau Regio à Prien am Chiemsee le 29 septembre 2003 se sont entendus sur ce terme qui doit être complété dans chaque région par une dénomination régionale spécifique comme Chiemgauer, Mangfalltaler, Justus, Kreiser, Halvel-Taler, Heller, etc.

¹⁰ Si, par exemple, une entreprise n'accepte pas l'euro comme moyen de paiement pour un article particulier, l'acheteur potentiel est autorisé à emporter cet article avec lui.

¹¹ La « circulation garantie » signifie que la fonction première de la monnaie comme moyen d'échange est prise en compte. À l'évidence, l'argent liquide n'est pas un moyen avantageux d'épargner et, pourtant, amasser de l'argent est une réalité, même aujourd'hui. Bien que les limites régionales et le lien à la monnaie nationale présentent des inconvénients, ces commissions encouragent néanmoins la circulation. Toutefois, ces incitations ne suffiront pas à long terme ; il est essentiel que des mécanismes ingénieux soient intégrés dès le début pour garantir la circulation, si possible dans une initiative Regio. Plus tôt l'innovation d'une véritable circulation garantie sera incluse, mieux cela sera.

certaine qualité¹². Avec le développement des standards de qualité, le regio se distingue délibérément des autres monnaies complémentaires. Les cercles d'échange, les clubs de troc et de personnes âgées et beaucoup d'autres associations utilisent des monnaies complémentaires qui remplissent des fonctions spécifiques dans le cadre général de l'entraide de quartier, utilisant au mieux les ressources disponibles. Le regio a ses propres caractéristiques, à l'intérieur de ce paysage varié :

- Le regio met en relation différents partenaires d'une même région et profite à tous les participants.
- Le regio fonctionne dans le contexte des économies régionales.
- Le regio est complémentaire à la monnaie nationale.
- Le regio réduit les risques à long terme que sont l'inflation et la déflation.
- Le regio encourage la circulation monétaire par des incitations.
- Le regio est sans but lucratif et il est organisé de façon professionnelle.
- Le regio est contrôlé démocratiquement et fonctionne de façon transparente.
- Le regio est au service des individus, des petites et moyennes entreprises et des institutions participantes.
- Le regio encourage un point de vue écologiquement sain, à savoir des relations entre communautés et intra-régionales ; il crée aussi des voies de transport plus courtes et plus rentables.
- Le regio fortifie les communautés régionales en renforçant les identités traditionnelles et/ou en forgeant de nouvelles.

La question est de savoir si oui ou non la valeur du regio devrait équivaloir à (ou être étalonnée sur) celle de l'euro. Cette mesure pourrait d'abord être utile parce que cela ne nécessiterait pas de calcul de taux de change lors des achats ou des paiements de factures ; il est aussi plus aisé de calculer en regio les impôts sur le revenu. Mais il est très important d'inclure une clause dans les statuts des associations émettrices pour permettre un transfert vers d'autres unités monétaires au cas où l'euro serait soumis à une inflation galopante. Dans ce dernier cas, le taux de salaire horaire moyen pourrait, par exemple, servir d'unité de mesure. Le prix d'un kilowattheure d'électricité ou d'un mètre cube d'eau potable pourraient aussi servir comme unité, particulièrement si des bons ont été émis comme moyen de paiement de tels services.

À long terme, l'inflation – qui a des effets nocifs sur les richesses – et la déflation – qui nuit au potentiel de croissance à long terme – pourraient être évitées au mieux s'il existe une coopération entre la banque centrale et les systèmes de paiement complémentaires. Des recherches concernant des clubs de troc commerciaux en Suisse et aux États-Unis ont démontré que de tels systèmes ont un fort effet stabilisateur anticyclique sur tout le système. Une caractéristique souvent ignorée concernant les systèmes de monnaie complémentaire est que, probablement, on en fera davantage usage durant les périodes de récession

¹² Ce paragraphe a été écrit à l'intention du réseau Regio, avec la collaboration de Christian Gelleri.

économique et moins si l'économie est en plein essor. En pratiquant une telle coopération, ils ne renforceront pas seulement les mesures anticycliques des banques centrales et régionales mais aussi les effets des réglementations fiscales et monétaires gouvernementales¹³.

Le regio complète l'euro. Il n'est pas destiné à le remplacer. Ce n'est donc pas une monnaie alternative mais complémentaire. Comme nous ne parlons pas normalement d'« argent euro » ou de « monnaie euro », il n'est pas nécessaire d'appeler le regio « argent regio » ou « monnaie regio » bien que, au début, il pourrait être nécessaire de clarifier la fonction des nouveaux moyens de paiement. Mais nous suggérons qu'à l'avenir nous disions simplement « regio ». Ce terme est déjà employé par le réseau Regio en Allemagne.

2.3. La coopération avec les banques régionales

Considérant toutes les conditions qu'une monnaie complémentaire régionale doit remplir, la question se pose de savoir si l'introduction d'une telle monnaie doit se faire en coopération avec les banques locales ou régionales. Par exemple, est-ce qu'une banque régionale pour les membres – permettant à des banques adhérentes de prêter leurs avoirs peu à peu accumulés, de financer des investissements plus importants et d'administrer les économies de leurs membres – serait une réplique d'une banque locale déjà existante qui, de ce fait, s'opposerait naturellement à cette nouvelle concurrence ?

La réponse à cette question dépend de beaucoup de facteurs. Dans quelle mesure les banquiers de la communauté locale se sentent-ils appelés à servir le bien commun ? Jusqu'à quel point les habitants de la région insisteront-ils pour que les critères sociaux inclus dans les statuts des banques soient respectés ?

Selon Gernot Schmidt¹⁴, en Allemagne, contrairement à l'Angleterre où le système bancaire est complètement privatisé, il y a des banques privées orientées vers le profit, des caisses de crédit mutuel et des caisses d'épargne axées sur des tâches précises. Les deux dernières peuvent opérer seulement dans les limites de leur sphère économique. D'après Schmidt, les caisses de crédit mutuel et les caisses d'épargne sont dans l'obligation de contribuer au bien-être de leur région, car elles sont confinées à une seule région. Elles sont donc obligées de « *fertiliser, planter et récolter* » au niveau régional. Il affirme qu'une monnaie régionale serait utile pour ajuster l'approvisionnement régional aux besoins régionaux. À cet égard, la redynamisation de l'économie régionale qui va de pair avec la promotion de la vie communautaire dans la région, a une signification vitale même pour de petites et moyennes caisses d'épargne et de crédit mutuel.

La caisse d'épargne où travaille Gernot Schmidt, à Delitzsch-Eilenburg, est la première banque allemande à demander un avis juridique pour clarifier la compétence des banques

¹³ Stodder, 2000 ; (stodder@rh.edu). Une première version des résultats de la recherche peut être trouvée dans les débats de la conférence de l'Engineering Management Society (EMS) à Albuquerque, Nouveau Mexique, tenue par l'International Electronic and Electrical Engineering (IEEE).

¹⁴ Voir Kennedy et Lietaer, 2004, chapitres IV et VIII.

centrales relativement aux systèmes de monnaies complémentaires et secondaires¹⁵. Les systèmes de bons employés comme monnaie sont tolérés en Allemagne du fait qu'ils se trouvent actuellement dans une zone grise d'un point de vue juridique. Aussi longtemps que le mot « bon » est clairement imprimé sur les moyens d'échange, que le volume de bons émis peut être facilement évalué et que la valeur du bon ne peut pas être échangée à 1 contre 1 avec l'euro, alors – selon les premières informations provenant des banques centrales – il ne semble pas y avoir de problèmes. Comme l'a indiqué Hugo Godschalk¹⁶, il n'y aurait pas de problème légal pour l'utilisation d'une monnaie régionale secondaire, de la même façon que pour la monnaie en comptes giro, car un avis juridique favorable a déjà été prononcé. En Allemagne, les bons n'ont jamais servi en remplacement de l'argent liquide et donc aucun précédent juridique n'existe. Pour ceux qui travaillent sur des systèmes Regio, l'avis de la banque à Delitzsch-Eilenburg fournit une clarification bienvenue qui devrait contribuer à réduire le risque de problèmes juridiques pour le chiemgauer et d'autres initiatives de ce genre.

2.4. Les monnaies régionales et les impôts

Deux questions se posent à propos des transactions en regio : devraient-elles être imposables ? Si oui, quelle monnaie devrait-on utiliser pour payer ces impôts ?

Une des raisons principales contre l'imposition sur les transactions en regio s'articule sur leur capacité à résoudre des problèmes sociaux qui autrement seraient à la charge du contribuable. Ces coûts devraient donc être inclus dans un plan de comptabilité comparative qui aiderait à déterminer quels impôts, si pour autant il devait y en avoir, devraient être perçus sur les transactions en regio. Dans le cas où les économies réalisées dépassent le montant de l'impôt, alors toutes les parties concernées – y compris le service des redevances – seraient dans une situation plus avantageuse avec des transactions en regio exonérées d'impôt.

Cependant, si le regio est utilisé pour effectuer des transactions commerciales, alors l'impôt est justifié. Il est donc important de permettre le paiement des impôts en regio, car cela déterminera si oui ou non le regio est accepté par le grand public et utilisé à son plein potentiel. Peut-être que la manière la plus efficace d'empêcher le succès d'une monnaie régionale est d'exiger que tous les impôts sur le revenu – que ce revenu provienne de transactions en euro ou en regio – soient payés en euro. L'inverse est également vrai : le meilleur moyen de promouvoir le regio est de préconiser son emploi en tant que mécanisme de paiement d'impôts et de taxes ; cela fournira aux entreprises une incitation plus grande à accepter le regio.

¹⁵ Il y a maintenant un nombre croissant de banquiers qui soutiennent publiquement un tel point de vue. Cependant, les caisses d'épargne de Delitzsch ont une longue tradition d'engagement social. Au milieu du XIX^e siècle, durant une période de crise analogue à la nôtre, un représentant du gouvernement de Delitzsch du nom de Schulze proposa et établit – malgré une forte résistance politique – les fondements des « banques populaires » d'aujourd'hui en tant que banques de crédit mutuel.

¹⁶ Voir Kennedy et Lietaer, *op. cit.*, appendice A.

Il y a de bonnes raisons de préconiser le regio pour le paiement des impôts et des taxes. Premièrement, ces impôts profitent aux services publics de la région. Deuxièmement, ils jouent un rôle dans le maintien et la création d'emplois. Et troisièmement, les répercussions sociales et économiques de l'augmentation de la productivité régionale réduisent le besoin de dépenser de l'argent provenant des impôts et aident à améliorer les conditions économiques régionales.

Finalement, il y a aussi un niveau intermédiaire entre l'imposition et l'exonération des revenus en regio. On pourrait exonérer une certaine proportion des revenus (par exemple, les revenus au-dessous du seuil de mille regios ou son équivalent en euro) parce que les frais de taxation pour des sommes si petites sont plus élevés que le profit qu'elles pourraient rapporter. C'est la façon dont fonctionne le SEL, une monnaie complémentaire française. Une autre possibilité serait de permettre aux entreprises de payer une partie de leurs impôts avec la monnaie régionale.

2.5. Un exemple concret dans la région du Chiemgau

Une des premières tentatives d'introduction d'une monnaie régionale en Allemagne est celle du « chiemgauer ». Lancé comme monnaie complémentaire par l'école Waldorf à Prien, près du lac Chiemsee, le chiemgauer utilise un système de bons australiens comme modèle.

Tous les participants profitent de ce modèle. Quand une personne en Australie échange 100 dollars dans l'un des clubs qui ont été créés à cette fin, elle reçoit des bons valant 110 dollars. Une personne qui échange 500 dollars reçoit des bons valant 600 dollars. Contrairement au modèle australien avec ses primes de 10 et 20 %, aucune remise n'est accordée pour l'achat de bons chiemgauer ; cependant, l'acheteur peut choisir une organisation à but non lucratif pour recevoir la prime de 3 % accordée si des euros sont échangées contre des bons.

Les premiers acheteurs de la nouvelle monnaie étaient les parents de l'école Waldorf qui voulaient soutenir l'extension de l'école. Depuis, cinq projets à but non lucratif se sont aussi mis de la partie et les participants viennent de différentes localités de la région. Les acheteurs acceptent de payer une taxe annuelle de 8 % pour garantir la circulation : quatre fois par an, un timbre d'une valeur de 2 % de celle du bon doit lui être adjoint pour que celui-ci garde sa valeur nominale.

Les entreprises qui acceptent les bons en paiement peuvent les échanger contre la monnaie nationale en payant une taxe de 5 %, ou bien elles peuvent les utiliser pour effectuer des paiements à d'autres entreprises, à des employés ou au rédacteur du journal local, etc. Si elles font circuler les bons, elles n'ont pas de taxe à payer. Pour la majorité des entreprises, accepter des bons est une manière d'entretenir la fidélité du client. Un tel objectif provoque habituellement des frais qui peuvent s'élever jusqu'à 10 % de leur chiffre d'affaires. Ainsi accepter de payer une petite somme, qui peut être déduite des impôts, pour financer une monnaie régionale n'entraîne aucune dépense supplémentaire. Les clients sont

motivés à se rendre dans des magasins où ils peuvent payer avec de la monnaie régionale. Les entreprises réalisent de plus en plus qu'elles aussi peuvent faire des paiements avec la monnaie régionale – à condition bien sûr qu'elles n'aient pas à payer la taxe de 5 % pour échanger les bons en euros. Quand les étudiants de l'école Waldorf se rendent dans les magasins à la fin du mois dans le but d'échanger leurs bons contre des euros, les commerçants ont de plus en plus de mal à procéder à un tel échange parce qu'ils les ont déjà dépensés.

En Australie, la première année, 70 % des bons étaient échangés contre la monnaie nationale ; durant la troisième année, seulement 7 %. Ainsi, les bons sont utilisés comme une monnaie complémentaire et la taxe de change agit comme une incitation supplémentaire à la circulation.

2.6. Avantages des monnaies régionales

L'effet sur les consommateurs est évident : partout où c'est possible, ils paieront avec des bons au lieu d'utiliser des euros ; ceci est exactement l'intention. Les entreprises participantes du Chiemgau sont satisfaites de leur chiffre d'affaires. Les dépenses que font les organisations émettrices pour le système de bons sont couvertes par la différence entre la prime de 3 % donnée aux associations qui distribuent les bons parmi leurs membres et les 5 % payés par les entreprises quand les *regios* sont échangés à nouveau contre des euros. Le profit provenant de l'incitation à la circulation – le timbre de 2 % de la valeur du bon – est négligeable, car la plupart des entreprises remettent en circulation les *regios* avant qu'il leur faille acheter le timbre. Tout excédent de l'organisation émettrice est dévolu à des projets régionaux qui méritent un soutien.

L'avantage d'un tel concept est que les euros seront changés en bons régionaux seulement si, et aussi longtemps que, ils peuvent être écoulés. Cette correspondance à son tour sert de sécurité automatique contre l'émission illimitée de bons qui pourrait provoquer une inflation.

C'est l'un des avantages principaux des monnaies sous forme de bons sur les soi-disant monnaies fiduciaires qui peuvent être créées à partir de rien – comme lors de l'introduction du mark allemand, quand 40 marks furent payés à chaque personne. Il est certes concevable qu'une « réforme monétaire régionale » puisse être menée en versant à chaque personne un certain montant en monnaie régionale. Mais aujourd'hui cela provoquerait sans doute des problèmes juridiques ; de plus, on court le risque d'une augmentation illimitée des sommes en circulation. C'est ce qui a provoqué l'abandon du « *crédito* » dans beaucoup de régions d'Argentine ; pendant plusieurs mois, le *crédito* a très bien servi partout dans le pays et a aidé des millions de personnes à survivre après l'effondrement de la monnaie nationale. Mais quand une région commença à imprimer des quantités excessives de *créditos*, l'inflation qui en résulta provoqua la mort d'un système par ailleurs ingénieux¹⁷.

¹⁷ NdE : sur ce thème, voir les textes consacrés à l'expérience argentine dans le présent ouvrage.

Avec le chiemgauer, on ne crée pas au sens strict du terme une nouvelle monnaie, mais on utilise le modèle des bons pour remplir une fonction sociale supplémentaire, pour encourager le développement régional par un moyen de paiement complémentaire basé sur une incitation à la circulation.

Cette idée est adoptée et appliquée dans des proportions surprenantes en de nombreux endroits en Allemagne¹⁸. Il y a essentiellement trois raisons à cela :

- 1) Il existe peu de possibilités juridiques pour créer un moyen d'échange régional qui soit simultanément avantageux pour tous les participants et qui ait ainsi le potentiel d'être accepté par le grand public.
- 2) Beaucoup d'individus et de groupes veulent contribuer à résoudre la crise actuelle.
- 3) Il y a beaucoup d'autres raisons pour la redynamisation de l'économie régionale et de son identité, au-delà du bénéfice apporté par un rééquilibrage de la tendance unilatérale vers la mondialisation. Parmi elles, des initiatives pour la commercialisation régionale de produits alimentaires frais ; des coopératives d'énergie renouvelable ; une gestion biorégionale de l'eau, des eaux usées et des déchets solides ; un rapport plus étroit entre les producteurs et les consommateurs ; de meilleurs services fournis par les artisans et les petites entreprises ; un sens renouvelé d'appartenance à la communauté

3. Une vision régionale

La vision d'une « Europe des régions » exerce une grande fascination sur beaucoup de personnes. Au lieu d'accepter la mondialisation avec toutes ses conséquences – négatives et positives, le tout emballé dans un seul paquet pour ainsi dire – elles voient la possibilité d'apporter des changements au niveau régional, des changements qui seraient directement profitables à ceux qui ont souvent été privés de leurs droits. Car elles voient la mondialisation non seulement en termes de perte de leur propre liberté de choix, mais aussi en termes d'impuissance de leurs hommes politiques confrontés à des sociétés géantes et à l'instabilité du système financier international gouverné par l'instinct grégaire des investisseurs internationaux. Construire une économie régionale est une tentative de créer un nouveau principe de base pour des politiques économiques et sociales ; l'introduction de monnaies régionales peut s'avérer être l'un des instruments les plus puissants pour la réalisation de ce nouvel ordre. De nombreuses initiatives et de nombreux programmes régionaux qui existent déjà sont les « partenaires naturels » logiques vers cette transition. Il y a aujourd'hui environ trois cents initiatives appartenant au mouvement régional en Allemagne, plus de deux mille groupes Agenda 21 et plus d'une douzaine de projets

¹⁸ Consulter le site <http://www.regionetzwerk.de>

Leader +¹⁹. En plus de ces groupes locaux, un autre partenaire pourrait être le « Comité pour les régions²⁰ », formé pour défendre le principe que les décisions devraient être prises au niveau le plus bas possible, et pour établir un lien direct entre les régions et la Communauté européenne dans son ensemble.

Le système monétaire actuel fonctionne comme une pompe qui aspire les capitaux des régions où ils sont gagnés pour les déverser dans des régions où ils rapportent le plus – pour le moment, la Chine, où environ 40 % du capital disponible total est investi. Il est donc de première importance de limiter géographiquement la circulation de l'argent qui existe d'abord et surtout pour satisfaire les besoins de la région. Créer une petite « digue » ou, mieux, une « membrane semi-perméable », pourrait s'avérer être le seul moyen pour une région de préserver ses propres liquidités. En d'autres mots, si la nouvelle monnaie doit être au service d'une région – contrairement à la monnaie actuelle qui en règle générale recherche le meilleur profit – sa circulation doit être limitée à un espace géographique défini. Dans son étude des différentes responsabilités incombant aux groupes de travail locaux et régionaux d'Agenda 21, Hans Diefenbacher²¹ souligne l'importance de la circulation monétaire régionale quand il dit : « *Afin d'empêcher l'exploitation ou le dérangement de l'équilibre économique par des influences extérieures à la région, chaque région devrait avoir une monnaie supplémentaire – dans certains cas plusieurs – ainsi que des banques de dépôt et de crédit indépendantes.* »

Notre argent est actuellement un moyen d'échange en même temps qu'un étalon des valeurs, ou unité de compte, et un moyen de réserve de valeur. Le problème central est qu'en tant que moyen de réserve de valeur, il est associé à une demande de croissance exponentielle et à une mobilité illimitée. Et parce que, de nos jours, les investissements sur le marché du capital rapportent davantage que les investissements dans des entreprises productives, de moins en moins d'argent est dirigé vers les endroits où sont créés des emplois. C'est pourquoi les fonctions principales d'une monnaie régionale devraient consister à optimiser son rôle en tant que moyen d'échange, en tant qu'unité de compte (valable seulement dans un espace géographique limité) et en tant que réserve de valeur conçue exclusivement pour garantir des valeurs stables (et non exponentielles) de placement.

Les objectifs principaux d'une monnaie régionale sont :

¹⁹ NdE : Leader+ est un programme de l'Union européenne (une des quatre initiatives financées par les Fonds structurels) qui encourage le développement régional dans les zones rurales par la mise en œuvre de stratégies originales intégrées, aux fins du développement durable. Agenda 21, issu de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) (Rio de Janeiro, 1992) est un plan d'action complet visant le développement durable et qui implique aux niveaux mondial, national et local, les organisations onusiennes, les gouvernements et les groupes majeurs dans chaque domaine ayant des impacts humains sur l'environnement.

²⁰ Fondé en 1991, comme un organisme indépendant représentant des entités régionales de l'Union européenne et leurs intérêts lors de la définition de politiques communes. Voir le site : http://www.cor.eu.int/de/prss/prss_5qu.html

²¹ Diefenbacher, 2003, *Lokale Agenda 21 : Zielsetzung, Nachhaltigkeit, Projekte* (« Agenda 21 locaux : objectifs, viabilité, projets »), pp. 16-17.

- faire usage des ressources disponibles pour la production de biens et de services afin de mettre des ressources sous-exploitées au service de besoins non satisfaits ;
- réduire le chômage par voie de conséquence ;
- enrayer la fuite des capitaux hors de la région où ils ont été gagnés ;
- créer de nouvelles opportunités financières permettant aux administrations locales de mieux remplir leurs devoirs envers leurs communautés respectives.

Robert Musil (2004) cite beaucoup d'exemples dans l'Union européenne pour démontrer que les programmes de développement régional ont régulièrement échoués. Il fait une distinction entre des stratégies initiées à l'extérieur et à l'intérieur pour contrebalancer le déséquilibre économique entre les centres urbains et leur périphérie rurale ; il conclut que les politiques régionales de l'Union européenne, dominées en grande partie par les théories néoclassique et keynésienne, n'ont pas réussi à enrayer la fuite des capitaux, des richesses et des ressources humaines²². Même les stratégies internes destinées à promouvoir le développement régional – en connectant les ressources disponibles, en encourageant la coopération et l'engagement du public (la démarche « ascendante ») – ont ignoré un facteur crucial : la rotation de la masse monétaire. Il est pourtant évident que des projets relativement peu lucratifs ne peuvent pas être financés avec des capitaux qui sont censés rapporter des dividendes élevés.

4. Quel avenir ?

À une époque où la classe politique n'a pas réussi à présenter des solutions valables à nos crises actuelles – lutte contre le terrorisme, lutte contre le chômage, « trous » dans les budgets gouvernementaux au niveau national et local, privatisation des infrastructures vitales dans les secteurs de l'énergie, de l'approvisionnement en eau potable, du traitement des eaux usées et des transports publics, par exemple – nous devons donner une chance à des idées et à des analyses non conformistes. Confronté à une mondialisation incontrôlée, je pense que le moment est venu de redynamiser la région en tant que nouveau point de référence pour l'individu et c'est dans le cadre de cette redynamisation que le thème des monnaies complémentaires régionales doit être débattu.

Au cours des deux dernières années, un groupe d'une douzaine de professeurs de micro- et de macroéconomie d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse ont écrit pour le Club de Rome un nouveau rapport qui traite de la façon dont nous allons gérer l'économie, en présentant des scénarios et des possibilités d'organisation des marchés financiers dans le futur (Brunnhuber et Klimonta, 2003). Ce rapport comble la lacune laissée, il y a trente ans, par le premier rapport du Club de Rome qui a amorcé le débat sur le développement durable. Cependant, l'un des auteurs principaux, Dennis Meadows, y avait complètement escamoté

²² Musil, 2005, *Geld, Raum und Nachhaltigkeit* (« Argent, espace et développement durable »).

le sujet de l'argent, le considérant comme un système de comptabilité neutre n'ayant aucun impact, positif ou négatif, sur les problèmes de développement durable. Le nouveau rapport reconnaît l'introduction de monnaies complémentaires locales et régionales comme un pas important vers la réalisation d'une économie durable.

Il est crucial d'expérimenter les monnaies complémentaires dans quelques régions d'abord, avant que l'enthousiasme ne nous fasse procéder à des tentatives maladroitement et commettre des erreurs évitables qui fourniraient des arguments à ceux qui s'opposent aux monnaies régionales.

L'objectif de cette contribution est de stimuler une discussion qui engendrera dans les sphères politiques et économiques des idées nouvelles et fructueuses et démontrera le potentiel positif des monnaies complémentaires régionales.

BIBLIOGRAPHIE

- BRUNNHUBER S., KLIMENTA H., (2003), *Wie wir wirtschaften werden. Szenarien und Gestaltungsmöglichkeiten für zukunftsfähige Finanzmärkte*, Francfort : Ueberreuter Verlag.
- CREUTZ, H., (1993), *Das Geldsyndrom. Wege zu einer krisenfreien Marktwirtschaft*, Munich : Wirtschaftsverlag Langen Müller/Herbig.
- DIEFENBACHER H., (2003), « Lokale Agenda 21 : Zielsetzung, Nachhaltigkeitsberichte, Projekte », *Zeitschrift für Sozialökonomie*, n° 137, juin.
- GESELL S., (1916), « Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld », Réédition de la 2^e édition, in : S. GESELL, *Gesammelte Werke, Band 9 : « 1916 »*, Lütjenburg : Fachverlag für Sozialökonomie, 1991, pp. XIII-422.
- KENNEDY M., (1991), *Geld ohne Zinsen und Inflation. Ein Tauschmittel, das jedem dient*, München : Wilhelm Goldmann Verlag.
- KENNEDY M., (1995), *Interest- and Inflation-Free Money. Creating an Exchange Medium that Works for Everybody and Protects the Earth*, Édition mise à jour et révisée de la première édition 1987, Okemos (Michigan) : Seva International. On peut trouver une édition française partielle (1996), *Libérer l'argent de l'inflation et des taux d'intérêt. Créer un moyen d'échange que tout le monde puisse utiliser et qui protège la Terre*, Genève : Éditions Vivez Soleil, 155 p.
- KENNEDY M., LIETAER B., (2004), *Regionalwährungen : Ein neuer Weg zu nachhaltigem Wohlstand*, Munich : Riemann Verlag.
- KOMOCH A., HUETT U., (2004), « Complementary Currencies in Europe Their Importance for the Economy, Regional Development and the Employment », Rapport (all., angl.) de la 1^{ère} Conférence internationale, Bad Honnef (Allemagne), 18-22 juillet. Email : info@ksi.de
- LIETAER B., (2001), *The Future of Money. Creating New Wealth, Work and a Wiser World*, Londres : Century/Random House, 382 p.
- MUSIL R., (2005), *Geld, Raum und Nachhaltigkeit, Alternative*

- Geldmodelle als neuer Weg zur endogenen Regionalentwicklung ?*, Lütjenburg (Allemagne) : Gauke Verlag, 211 p.
- SOROS G., (1998), *The Crisis of Global Capitalism : Open Society Endangered*, New York : Public Affairs Press.
- STODDER J., (1998), « Corporate Barter and Economic Stabilisation », *International Journal of Community Currency Research*, vol. 2 ; <http://www.geog.le.ac.uk/ijccr> (consulté en septembre 2001).
- STODDER J. P., (2000), « Reciprocal Exchange Networks : Implications for Macroeconomic Stability », Rensselaer Polytechnic Institute - Lally School of Management & Technology, Hartford (Connecticut), (stodder@rh.edu).

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	9
INTRODUCTION GENERALE	
<i>Les monnaies sociales : un outil et ses limites</i> , par Jérôme Blanc	11
PREMIERE PARTIE : Justifications des monnaies sociales	25
Introduction	27
Jérôme Blanc	
<i>À quoi servent les monnaies sociales ?</i>	31
Massimo Amato	
<i>Qu'est-ce que la monnaie ? Réflexions sur l'enjeu de l'institution monétaire</i>	43
Luca Fantacci	
<i>Qu'est-ce que la monnaie ? La question de la complémentarité à partir des institutions historiques de la monnaie occidentale</i>	59
Bernard Lietaer	
<i>Des monnaies pour les communautés et les régions biogéographiques : un outil décisif pour la redynamisation régionale au XXI^e siècle</i>	73
Margrit Kennedy	
<i>Pourquoi avons-nous besoin d'innovations monétaires ? Trois erreurs courantes, trois conséquences probables, trois solutions possibles</i>	99
Thomas H. Greco Jr.	
<i>Réinventer l'argent : un remède à l'exclusion financière</i>	121
Keith Hart	
<i>Richesse commune : construire une démocratie économique à l'aide de monnaies communautaires</i>	135
Valérie Demers et Corinne Gendron	
<i>Finance solidaire et monnaies sociales : entre solidarité et réforme de l'économie</i>	153

DEUXIEME PARTIE : Modalités d'organisation	167
Introduction	169
Jérôme Blanc	
<i>Choix organisationnels et orientation des dispositifs de monnaies sociales</i>	173
Pantaleo Rizzo	
<i>Le système multilatéral : gestion sociale et gestion multilatérale</i>	197
Henk van Arkel, Jaap Vink et Camilo Ramada	
<i>Méthodes pour le succès des monnaies complémentaires</i>	213
Stephen DeMeulenaere	
<i>Les systèmes de monnaie complémentaire : des anciennes origines à une réponse moderne au problème de l'exclusion</i>	229
TROISIEME PARTIE : Modèles nationaux, expérimentations et évaluations d'impact.	245
Introduction	247
Catherine Lenzi	
<i>L'enquête nationale sur les systèmes d'échange locaux (SEL) en 2004 : éléments d'analyse</i>	253
Catherine Lenzi	
<i>Le temps des femmes comme richesse collective et expression citoyenne : l'expérience des systèmes d'échanges locaux (SEL)</i>	281
Colin C. Williams	
<i>Le rôle de l'économie sociale face à l'exclusion sociale : quelques leçons des local exchange and trading schemes (LETS)</i>	305
Gill Seyfang	
<i>Consacrer du temps à la construction de la communauté ? Une évaluation des banques de temps comme outil d'inclusion sociale</i>	323
Yasuyuki Hirota	
<i>Les expérimentations de monnaies locales au Japon : les monnaies au service de l'uchi</i>	339
Ana Ferreira et Peter Moers	
<i>Le projet Fomento à Fortaleza</i>	355
Celina Whitaker et Pascale Delille	
<i>Le projet Sol : pour retrouver le sens des valeurs</i>	383

QUATRIEME PARTIE : Le trueque argentin, de l'emballement à la chute	395
Introduction	397
Laurent Montillet	
<i>Et pour quelques crédits de plus... ..</i>	<i>401</i>
Jeff Powell	
<i>Capitalisme insignifiant, capitalisme en perfectionnement ou post-capitalisme ?</i>	
<i>Enseignements des expériences argentines de troc</i>	<i>423</i>
Susana Hintze	
<i>La construction médiatique du trueque en argentine.....</i>	<i>443</i>
Mariana Luzzi	
<i>La trueque face à l'État, l'État face au trueque : des rapports complexes</i>	<i>459</i>
Lucie Gémonet	
<i>La diffusion et l'apprentissage de valeurs propres aux clubs de trueque : discours et pratiques</i>	
<i>des adhérents du club San Javier Solidarios</i>	<i>469</i>
Pierre Olivier Salles	
<i>Entre survie et engagement politique, les avatars du projet militant du trueque argentin</i>	<i>481</i>
Georgina M. Gómez	
<i>La RTZO, ou « Réseau de troc de la zone Ouest », partenaire de l'économie locale.....</i>	<i>497</i>
Heloisa Primavera	
<i>Le projet Colibri : un rayonnement de l'économie solidaire ?</i>	<i>513</i>
CONCLUSION GENERALE	
<i>Où vont les monnaies sociales ? Où peut-on aller avec elles ? Quelques mots en guise de</i>	
<i>conclusion, par Jérôme Blanc.....</i>	<i>535</i>
SIGLES ET ACRONYMES.....	539
SITES INTERNET	543
TABLE DES MATIERES	545

Rapport Exclusion et liens financiers 2005-2006

Monnaies sociales

Ce septième rapport rassemble près de trente textes sur ces dispositifs, parmi lesquels on connaît, en France, les SEL. Ce sont des systèmes locaux d'échange articulés autour d'une monnaie spécifique et qui visent des objectifs d'ordre socio-économique. Ce livre porte sur eux un regard comparatif et international. Leur dynamique remonte aux années 1980. Ils sont aujourd'hui présents dans une quarantaine de pays et un demi-million à un million de personnes y participent. Cet ouvrage comprend quatre parties. La première présente un ensemble d'arguments justifiant le recours à de tels dispositifs. La deuxième s'interroge sur les modalités de leur organisation et sur les conséquences des choix en la matière. La troisième présente un ensemble d'expériences et de modèles ainsi que des évaluations d'impact socio-économique. La quatrième est consacrée à l'extraordinaire cas argentin. L'ensemble constitue le premier livre de langue française qui présente un panorama aussi large sur cette question.

Les rapports *Exclusion et liens financiers* constituent une contribution à l'observation de l'économie solidaire en émergence et se situent à la croisée des chemins de la réflexion et de l'opérationnel. Ils s'adressent aux acteurs de terrain de la lutte contre les exclusions (associations, collectivités locales, décideurs publics, etc.) – mais aussi aux chercheurs et à l'ensemble de la communauté financière – par les questions de responsabilité sociale de la finance qu'ils posent et par les initiatives qu'ils donnent à connaître et analysent.

*

* *

Jérôme Blanc est maître de conférences à l'université Lumière Lyon 2 et chercheur au LEFI (ex-Centre Walras). Il a participé à l'ouvrage collectif sous la direction de Jean-Michel Servet, *Une économie sans argent : les systèmes d'échange local* (Paris : Seuil, 1999) et a publié *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire* (Paris : L'Harmattan, 2000).

Cet ouvrage a été publié grâce au soutien de la Mission recherche de La Poste et grâce au programme ECOS-Sud A03H02 intitulé « La fragmentation monétaire argentine : des fondements de la crise monétaire aux conditions d'un développement local et régional ».